15e année
numéro 296

la révolution prolétarienne

10 Juin 193
prix : 2 franc

revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire

CEDIAS
BIBLIOTHÈQUE
MUSÉE SOCIAL

DANS CE NUMÉRO

Comment Staline conduisit son intervention en Espagne
par Walter KRIVITSKY

Les Suisses et l'hitlérisme
par F. BRUPBACHER

Le sort du Noir en Côte d'Ivoire
par Jacques VILLERS

En plein arbitraire administratif
par Jean LEUNOIS

La révolte des esclaves
par C. L. R. JAMES

Source gallica.bnf.fr / CODHOS / CEDIAS – Musée social

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)

●

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Trois mois	10 fr.
Six mois	20 »
Un an	40 »

EXTERIEUR

Trois mois	13 fr.
Six mois	26 »
Un an	50 »

●

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la Rédaction et l'Administration à la *Révolution Prolétarienne*, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e)

●

PERMANENCE :
Tous les soirs, de 18 à 19 heures

●

Tél.: **BOTzaris 21-02**

●

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS
notre compte chèques postaux :
Révolution Prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 296

(10 juin 1939)

Comment Staline conduisit son intervention en Espagne ..... W. KRIVITSKY

Les Suisses et l'hitlérisme ..... F. BRUPBACHER

La révolte des esclaves ..... C. L. R. JAMES

Le sort du Noir en Côte d'Ivoire .. JACQUES VILLERS

En plein arbitraire administratif .. JEAN LEUNOIS

Entre nous.

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose:

De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat;

De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales;

De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale, d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

Rappel

A. ROSMER

Le Mouvement Ouvrier pendant la guerre

En vente
à la « Révolution prolétarienne »

PRIX : 45 FRANCS

Comment Staline conduisit son intervention en Espagne

La R. P. commence avec ce numéro la publication des notes de W. Krivitsky sur l'intervention stalinienne en Espagne, parues dans la presse américaine. Nous croyons bien faire en publiant aussi, pour présenter l'auteur de ces notes à nos lecteurs, la déclaration qu'il communiqua à la presse le 5 décembre 1937.

Nous compléterons ces informations dans notre prochain numéro.

Pendant 18 ans, j'ai fidèlement servi le parti communiste et le pouvoir soviétique fermement convaincu que je servais la cause de la révolution d'Octobre, la cause de la classe ouvrière. Membre du parti communiste russe depuis 1919, faisant partie des cadres supérieurs de l'armée rouge pendant de longues années, puis directeur de l'Institut de l'industrie de guerre, j'ai rempli pendant les deux dernières années des missions spéciales à l'étranger. Les organismes dirigeants du parti et des soviets m'ont constamment témoigné leur confiance. J'ai été décoré de l'ordre du « Drapeau rouge » et j'ai reçu une épée dite « d'honneur ».

Durant les dernières années, j'ai suivi avec une anxiété croissante la politique du gouvernement soviétique. Cependant, je subordonnais mon inquiétude à la défense des intérêts que je considérais légitimes de l'Union soviétique, sachant que mon travail les servait et était par conséquent nécessaire pour la cause du socialisme. Mais la suite des événements m'a convaincu que la politique du gouvernement stalinien n'entre pas seulement de plus en plus en opposition avec les intérêts de l'Union soviétique, mais aussi avec ceux du mouvement ouvrier en général.

Aux procès de Moscou, surtout aux procès secrets, les représentants les plus éminents de la vieille garde bolchéviste ont défilé comme pseudo-espions et « agents de la Gestapo » : Zinoviev, Kaméniev, I. Smirnov, Boukharine, Rykov, Rakovski et autres; les meilleurs économistes et savants : Piatakov, Smilga, Pachoukanis et des milliers d'autres que je ne saurais nommer ici.

Non seulement les vieux, mais tout ce que l'U.R.S.S. avait de meilleur dans sa génération d'Octobre et dans celle qui suivit, tous ceux qui dans le feu de la guerre civile, dans la famine et dans le froid ont construit le pouvoir soviétique, sont maintenant voués à l'extermination. Staline ne s'est même pas arrêté devant la décapitation de l'armée rouge. Il a fait exécuter ses meilleurs et plus talentueux chefs militaires : Toukhatchevski, Iakir, Ouborevitch, Gamarnik. Il les a accusés — mensongèrement comme toutes les autres victimes — de haute trahison. Or, c'est cette politique qui en réalité sape la puissance militaire de l'U.R.S.S., sa capacité de défense, son économie, sa science, toutes les branches de la construction soviétique.

A l'aide de méthodes qu'on finira par connaître (par exemple, interrogatoire de Smirnov et Mratchkovski), et qui paraîtraient invraisemblables en Occident, Staline et Iéjov, chef de la Guépéou, extorquent à leurs victimes des « aveux » et mettent en scène des procès répugnants.

Chaque nouveau procès, chaque fusillade, ébranlait plus profondément ma confiance. J'avais des données suffisantes pour savoir comment étaient montés ces procès, et comprendre que des innocents périssaient. Mais j'ai longtemps tenté de refouler les sentiments d'horreur, de révolte et d'angoisse, de me convaincre qu'il fallait coûte que coûte poursuivre le travail important qui m'était confié. Il m'a fallu un effort extraordinaire, je dois l'avouer, pour me décider à rompre avec Moscou et à rester à l'étranger.

En restant à l'étranger j'espère avoir la possibilité d'apporter ma contribution à la réhabilitation de ces dizaines de milliers de prétendus espions et « agents de la Gestapo » qui sont, en réalité, des militants dévoués à la classe ouvrière. Ils sont arrêtés, déportés, fusillés, assassinés par les maîtres actuels du régime qu'ils ont eux-mêmes créé sous la direction de Lénine et continué, après sa mort, à renforcer.

Je sais — et j'en ai des preuves — que ma tête est mise à prix. Je sais que le Guépéou ne ménage rien pour me réduire au silence par l'assassinat; que des dizaines d'hommes prêts à tout, aux ordres de Iéjov, sont à mes trousses dans ce but. Je crois de mon devoir de militant révolutionnaire de porter tout cela à la connaissance de l'opinion ouvrière internationale.

5 décembre 1937. *W. Krivitsky (Walter).*

L'intervention russe

L'histoire de l'intervention russe en Espagne reste encore obscure. Le monde entier sait que la Russie est intervenue en Espagne, mais c'est là à peu près tout ce qu'il en sait. On ne sait pas pour quelles raisons Staline est intervenu, comment il y conduisit ses opérations, quels hommes furent chargés de les conduire et quel profit finalement Staline en retira.

Il se trouve que je suis le seul survivant, habitant l'étranger, du groupe d'officiers et fonctionnaires soviétiques qui prirent part directement à l'organisation de l'intervention et le seul qui ait, pour le moment, la possibilité d'éclairer ce dramatique chapitre de l'histoire contemporaine. En tant que chef du Deuxième Bureau militaire pour l'Europe occidentale, j'étais au courant de tout ce que le Kremlin faisait d'important dans le domaine international. Je tenais dans mes mains les principales clefs de la politique étrangère générale de Staline, politique à laquelle l'affaire espagnole est intimement liée.

Les raisons de Staline

Ce n'est pas par accident que l'Etat russe fut amené à s'occuper de la lointaine Espagne. Depuis l'arrivée au pouvoir d'Hitler en 1933, la politique de Staline a sans cesse été une politique de peur, commandée par la crainte de l' « isolement ». Pris entre la menace grandissante du Japon à l'Est, et la menace allemande à l'Ouest, Staline passa son temps à rechercher un allié solide chez les Grandes Puissances. Ses efforts pour se rapprocher d'Hitler étant tantôt bien accueillis, et tantôt rudement repoussés, il essaya de renouer la vieille alliance czariste avec la France, mais ne put arriver à obtenir la véritable alliance qu'il désirait. Ses tentatives pour s'allier à la Grande-Bretagne furent moins heureuses encore. En 1935, Eden et Laval étaient venus officiellement à Moscou ; Litvinov, commissaire des Affaires étrangères, avait été à Washington et obtenu la reconnaissance des Soviets par l'Amérique ; il jouait le rôle de

première étoile à Genève et obtint ainsi une notoriété mondiale, mais ce fut tout.

C'est pourquoi Staline, dans sa recherche de la sécurité, tourna ses regards vers l'Espagne après la rébellion de Franco. Il le fit en « se hâtant lentement », comme il fait toutes choses. Ce fut d'abord une période de surveillance attentive, de furtive exploration, Staline voulant s'assurer d'abord qu'il n'y aurait pas de victoire facile et rapide de Franco.

Quand il en fut sûr il se décida à intervenir en Espagne dans l'idée de faire de Madrid le vassal de Kremlin. Un tel vassal assurerait d'une part ses liens avec Paris et Londres, et d'autre part renforcerait sa position pour discuter avec Berlin et Rome. Une fois qu'il serait maître du gouvernement de l'Espagne, dont l'importance stratégique est vitale pour la France et la Grande-Bretagne, il aurait enfin la sécurité qu'il cherchait. Il serait une force avec laquelle il faudrait compter, un allié qu'on rechercherait.

Mais, à la différence de Mussolini, Staline joua sa partie en Espagne avec une très grande prudence. L'intervention des Soviets aurait pu être décisive à certains moments si Staline avait accepté, pour soutenir les loyalistes, les risques que Mussolini n'hésita pas à prendre pour soutenir Franco. Mais Staline ne voulait courir aucun risque. Il commença même par s'assurer qu'il y avait assez d'or dans les coffres de la Banque d'Espagne pour couvrir les frais de son aide matérielle à Madrid. Il lança son intervention sous le mot d'ordre : « *Tenez-vous hors de portée des canons.* » Et ce mot d'ordre nous resta donné pendant toute la durée de l'intervention.

Staline ne bouge pas

Lorsque le général Franco leva, le 19 juillet 1936, la bannière de l'insurrection, je me trouvais à mon quartier général, à la Haye, en Hollande. Je vivais là, avec ma femme et mon fils, en tant qu'antiquaire autrichien. Cette profession justifiait ma belle demeure, les amples fonds dont je disposais, et mes fréquents voyages à l'étranger.

J'étais alors en train de donner tous mes soins à l'organisation d'un service secret d'espionnage en Allemagne. Les efforts de Staline pour arriver à une entente avec Hitler venaient encore une fois d'échouer. Le Kremlin était très directement intéressé par le pacte germano-italo-japonais qui était en train de se négocier à Berlin ; j'en suivais de très près les péripéties secrètes.

Dès le premier coup de fusil au delà des Pyrénées, je dépêchai un agent à Hendaye, et un autre à Lisbonne, afin d'organiser un service d'espionnage sur le territoire de Franco.

Ce n'étaient là que des mesures dictées par la routine professionnelle. Je n'avais aucune instruction de Moscou en ce qui regardait l'Espagne, et, à cette époque, il n'y avait aucune relation entre mes agents et le gouvernement de Madrid. Chef du Deuxième Bureau russe en Europe, j'avais à me procurer toutes informations utiles et à les envoyer à Moscou : c'était tout.

Mes agents de Berlin et de Rome, de Hambourg et de Gênes, de Brême et de Naples me firent savoir que Franco était puissamment aidé par l'Italie et l'Allemagne. J'envoyai cette information au Kremlin, à laquelle on ne répondit pas. Je n'avais toujours aucune instruction concernant l'Espagne.

Seul le Comintern rompait le silence. Depuis longtemps les quartiers généraux du Comintern ont été relégués dans un tranquille faubourg et ses manifestes ne sont d'aucun poids dans nos conseils. Staline avait lui-même qualifié le Comintern de « *lavotchka* », c'est-à-dire l'assemblée de domestiques, et c'est par ce nom qu'on continuait à le désigner dans les sphères supérieures de l'Etat soviétique.

Après avoir été la torche qui devait porter l'incendie de la Révolution dans le monde, le Comintern avait dégénéré en un simple auxiliaire de la politique étrangère de Staline. Selon le cas, celui-ci se servait de sa *lavotchka* pour susciter des troubles intérieurs dans un pays dont le gouvernement lui était insuffisamment amical, ou pour émouvoir l'opinion publique sur telle ou telle question de politique internationale.

En 1935, il avait usé du Comintern pour lancer la nouvelle politique des « fronts populaires ». Dans tous les pays démocratiques, les membres du parti communiste durent cesser leur opposition au gouvernement régnant et, au nom de la « démocratie », réunir leurs forces à celles des autres partis politiques. Sa tactique consistait à faire nommer, à l'aide de « compagnons de voyage » et de dupes, des gouvernements nationaux favorables à la Russie. En France le Front populaire avait mis ainsi Blum au pouvoir, mais c'était Blum précisément qui, soutenu par Londres, lançait la politique de non-intervention en Espagne.

Le secrétaire général du Comintern, Dimitrov, était spécialement chargé du parti communiste espagnol, mais, après cinq années d'une très coûteuse propagande, et bien qu'aidé par tout le bouleversement d'une révolution, l'Espagne avait tout juste, en tout, 3.000 communistes. Les syndicats espagnols et tous les forts partis révolutionnaires de la péninsule demeuraient obstinément anticommunistes. Après cinq ans d'existence, la République espagnole se refusait encore à reconnaître le gouvernement soviétique et n'avait pas de relations diplomatiques avec Moscou.

Naturellement le Comintern hurlait après Franco. Dans tous les pays de grands meetings étaient organisés et des fonds recueillis en faveur de Madrid. On envoya en Espagne, de Russie, quelques dizaines de communistes étrangers qui, chassés de leurs pays, vivaient en Russie en réfugiés.

Pour quelques vieux chefs du Comintern, dévoués à l'idée révolutionnaire, la bataille d'Espagne apportait de nouvelles raisons d'espérer, mais ces vieux révolutionnaires n'étaient plus, après la première « épuration » et le « procès » Kaméniev-Zinoviev, qu'une petite troupe obéissante. Toutes leurs proclamations ne produisaient pas la moindre munition, pas le moindre tank, le moindre avion, aucune de ces fournitures de guerre que Madrid réclamait à cors et à cris, et dont les puissances fascistes fournissaient Franco.

Les révélations sur l'aide militaire apportée par l'Italie et l'Allemagne à Franco et les appels désespérés des différents chefs révolutionnaires espagnols n'amenaient aucune réponse du Kremlin. La guerre civile d'Espagne se développait en une vaste conflagration, et Staline restait toujours silencieux et inactif.

A travers toute l'Europe et l'Amérique les communistes et leurs sympathisants se demandaient pourquoi le gouvernement soviétique ne faisait rien pour défendre cette révolution es-

pagnole, pour laquelle ils étaient, eux, en train de soulever l'opinion publique et de récolter de l'argent.

Bien que le gouvernement de Madrid fût en possession des 700 millions de dollars de la réserve d'or de la Banque d'Espagne, ses efforts pour acheter des armes à Vickers en Angleterre, à Skoda en Tchécoslovaquie et à Schneider, voire même à de grosses firmes de munitions allemandes, n'avaient pas abouti à cause de la non-intervention.

Telle était la situation internationale que mes agents me rapportaient, en m'envoyant un flot continu de rapports que je retransmettais immédiatement de la Haye à Moscou. Mais Staline restait toujours silencieux.

Dans les derniers jours d'août, trois hauts fonctionnaires de la République espagnole arrivèrent secrètement, avec la permission de Moscou, à Odessa. Ils venaient acheter du matériel de guerre aux Soviets. Ils offraient, en échange, des sommes considérables, en or espagnol. Mais, au lieu qu'on leur donne l'autorisation de se rendre à Moscou, on les garda soigneusement dans un hôtel d'Odessa. Et, le vendredi 28 août, Staline promulguait un décret interdisant « *l'exportation, la réexportation et le transit en Espagne de toutes sortes d'armes, de munitions, de matériel de guerre, d'avions et de navires de guerre* ».

Ce décret fut publié et passé à la radio le lundi suivant.

Ce décret était conforme à la politique de non-intervention de Blum. Il souleva d'âpres critiques dans tous les groupes de l'Europe occidentale et d'Amérique où le Comintern essayait frénétiquement de soulever la sympathie pour le sort désespéré de la République espagnole.

Le Bureau politique est convoqué

Staline convoqua alors une réunion extraordinaire du Bureau politique qui est, comme l'on sait, l'autorité suprême du parti, et par suite du gouvernement. Ses décisions sont sans appel ; elles ont la même force qu'un ordre militaire sur un champ de bataille.

A cette réunion du Bureau politique, Staline se déclara en faveur d'une action immédiate en Espagne. C'était dans les premiers jours de septembre 1936, au moment où le « Front populaire » venait de prendre le pouvoir à Madrid. Grâce à un appui très actif du Comintern, Largo Caballero avait constitué un gouvernement de coalition comprenant deux ministres communistes, et dans lequel Caballero était à la fois président du Conseil et ministre de la Guerre.

Staline déclara que la vieille Espagne était morte, et que la nouvelle Espagne ne pourrait rester isolée. Il lui fallait, soit se joindre à l'Italie et à l'Allemagne, soit à leurs adversaires. Ni la France ni l'Angleterre, dit Staline, ne peuvent permettre que l'Espagne, qui commande l'entrée de la Méditerranée, soit contrôlée par Rome et Berlin. Une Espagne amie est une nécessité vitale pour Paris et Londres. Staline exprima l'opinion qu'on pouvait créer en Espagne un régime contrôlé par Moscou. Avec l'Espagne en poche, on pourrait obliger la France et l'Empire britannique à une alliance véritable et durable avec la Russie. En même temps l'intervention soviétique en Espagne redonnerait confiance aux communistes étrangers ébranlés par l'extermination de la vieille garde bolchevique.

Il fallait aussi faire entrer en ligne de compte ces 700 millions de dollars d'or que le gouvernement Caballero était disposé à dépenser en achats de matériel de guerre. Combien de cet or pourrait-on faire entrer en Russie, en paiement de munitions délivrées à l'Espagne, était un problème à envisager sans délai.

Le Bureau politique se décida pour une action immédiate. Staline redoubla ses avertissements aux commissaires que l'aide à l'Espagne devait être fournie dans le plus grand secret, afin d'éliminer toute possibilité que le gouvernement russe soit entraîné dans la guerre. Son dernier mot, rapporté par ceux qui assistèrent à cette réunion du Bureau politique, et qu'ils transmirent à tous les hauts fonctionnaires des services fut : *Podalshe ot artilleiskavo ognia!* ; « tenez-vous hors de portée des canons ! »

Deux jours après, un courrier spécial venu en Hollande par avion m'apportait les instructions de Moscou : « Etendez immédiatement vos opérations à la guerre civile espagnole. Mobilisez tous les agents nécessaires et assurez toutes les facilités pour la prompte création d'un système d'achats et de transport d'armes en Espagne. Un agent spécial a été envoyé à Paris pour vous aider dans ce travail. Il vous rendra compte en cette ville, et travaillera sous votre surveillance. »

La conférence de la Lubianka

En même temps Staline donnait ordre à Yagoda, alors chef du Guépéou, d'installer un service de la police secrète soviétique en Espagne. Le 14 septembre, Yagoda réunissait d'urgence une conférence dans ses bureaux de la Lubianka à Moscou. Le général Ouritsky, de l'état-major général de l'armée, Frinovsky, actuellement commissaire à la Marine, mais alors commandant des forces militaires du Guépéou, et déjà considéré dans le cercle des intimes comme l'un des hommes poussés par Staline, et enfin mon camarade Sloutski, chef du bureau étranger du Guépéou, assistaient à cette conférence.

Par Sloutski, et d'autres sources également, j'appris qu'un vétéran de son service, un officier, nommé Nikolsky, alias Schwed, alias Lyova, alias Orlov, avait été détaché pour organiser le Guépéou en Espagne républicaine.

Cette conférence de la Lubianka décida aussi de charger la police secrète russe des opérations du Comintern en Espagne : elle décida de « coordonner », ou harmoniser, les activités du parti communiste espagnol avec celles du Guépéou.

Une autre décision de la conférence fut que le Guépéou assurerait la police du mouvement des volontaires dans chaque pays. (Dans le Comité central de chacun des partis communistes du monde il y a un membre qui tient un mandat secret du Guépéou.)

La question de l'organisation des transports d'armes en Espagne fut résolue par cette même conférence ainsi : on opérerait simultanément en Russie et à l'étranger ; pour l'étranger, la tâche me fut assignée. En Russie c'est Yagoda qui s'en chargea personnellement ; elle présentait de plus grandes difficultés que la mienne du fait qu'il était absolument nécessaire qu'aucune trace ne subsiste sur le territoire soviétique de la participation des fonctionnaires du gouvernement en cette affaire.

Yagoda convoqua le capitaine Oulansky, du Guépéou, et le chargea d'organiser un « syndicat privé » de marchands d'armes en Russie. Oulansky était un homme d'une exceptionnelle habileté; c'était lui qui avait été chargé d'es-

corter Eden et Laval lors de leur venue en Russie.

« Vous trouverez à Odessa trois Espagnols qui sont en train de se chauffer les pieds depuis déjà pas mal de temps, dit Yagoda au capitaine Oulansky; ils sont ici pour nous acheter des armes non officiellement. Créez une entreprise privée pour traiter avec eux. »

Etant donné que personne ne peut acheter en Russie même un simple revolver qu'au gouvernement, seul fabricant d'armes, une entreprise privée de munitions en Russie était une idée si absurde que pas un seul citoyen soviétique n'a pu y croire un seul instant, mais cette farce était nécessaire pour l'étranger, dans le cas où surviendrait quelque complication internationale. En réalité, il s'agissait pour Oulansky d'organiser tout un réseau de contrebande et cela avec assez d'habileté pour qu'aucune trace n'en puisse être découverte par les espions étrangers.

« Si vous réussissez, lui avait dit Yagoda, revenez avec le trou tout fait dans votre veston pour la décoration du Drapeau rouge. »

Oulansky partit donc pour Odessa avec l'ordre de ne traiter que contre paiement comptant, et à condition que les Espagnols fournissent leurs propres navires pour le transport des munitions qui, naturellement, seraient délivrées par les arsenaux de l'armée rouge. Il fut muni de mandats en blanc lui conférant tous pouvoirs et mettant sous ses ordres toutes les autorités d'Odessa, depuis le chef local de la police secrète jusqu'au président du Soviet régional.

Le général Uritski représentait le Deuxième Bureau de l'état-major général à cette conférence de la Lubianka. Le rôle de son département était de s'occuper du côté proprement militaire de l'entreprise... C'était son service qui avait à déterminer la nature et les quantités de matériel à fournir par les arsenaux, le nombre et les noms des techniciens militaires, des pilotes, des officiers d'artillerie et de tanks à envoyer en Espagne. Pour ce qui concernait les choses militaires ces hommes restaient sous les ordres de l'état-major général, mais pour tout le reste ils étaient mis sous la surveillance de la police secrète.

Camouflages

L'intervention russe en Espagne était donc maintenant lancée. Je me lançais moi-même dans l'action, comme si j'étais au front ; en fait, c'était une véritable tâche de guerre que j'avais à accomplir. Je rappelai de Londres un agent important, un autre de Stockholm, un troisième de Suisse, et je m'arrangeai pour tenir avec eux une conférence à Paris, ainsi qu'avec l'agent spécial qui m'avait été donné par Moscou. Cet agent, Zimin, était un expert en munitions, membre de la section militaire du Guépéou.

Le 21 septembre nous nous rencontrâmes, dans un secret parfait, à Paris. Zimin apportait des recommandations explicites et pressantes pour que nous ne fassions rien qui permît de mêler, en quelque manière que ce soit, le gouvernement russe à notre trafic d'armes. Nous devions manier les munitions d'une façon purement « privée » par le moyen de firmes commerciales spécialement créées dans ce but.

Notre premier soin fut d'élaborer un plan pour la création d'une nouvelle chaîne de sociétés, ostensiblement « indépendantes et privées », en plus de celles existant déjà, ayant pour objet l'importation et l'exportation du matériel de guerre. C'est là un métier déjà ancien en Europe.

Le succès dépendait d'une bonne sélection des individus. Nous avions le choix. Un grand nombre de ceux que nous prîmes appartenaient aux associations annexes des partis communistes, telles que les *Amis de l'Union Soviétique* et de nombreuses ligues « pour la Défense de la Paix et de la Démocratie ». Le Guépéou et le Deuxième Bureau considéraient tous deux certains membres de ces sociétés comme des réserves de guerre et des auxiliaires civils du système de défense de la Russie. Quelques-uns d'entre eux étaient des profiteurs et des arrivistes, mais la plupart étaient des idéalistes sincères.

Tous étaient discrets, de confiance, ayant les contacts qu'il fallait, et capables de jouer un rôle sans se trahir en quelque situation que ce soit. Nous fournîmes le capital, nous meublâmes les bureaux, nous garantîmes le bénéfice.

Ainsi, dans l'espace de dix jours, toute une chaîne de sociétés d'importation et d'exportation, de noms nouveaux, était constituée à Paris, Londres, Copenhague, Amsterdam, Zurich, Varsovie, Prague, Bruxelles, et autres villes d'Europe. En chacune de ces sociétés était présent un silencieux associé, agent du Guépéou. C'était lui qui fournissait les fonds et contrôlait toutes les transactions. En cas de faute, c'était lui qui paierait de sa vie.

Pendant que ces sociétés exploraient tous les marchés d'Europe et d'Amérique en quête de matériel de guerre convenable, la question du transport réclamait d'urgence mon attention. Les bateaux de commerce qu'il fallait furent acquis dans les pays scandinaves à un bon prix. La difficulté était de s'assurer les licences pour l'embarquement des armes. Nous avions compté envoyer les cargaisons en France, et de France aux ports espagnols, mais le Quai d'Orsay refusa de nous délivrer les papiers de douane nécessaires.

Il n'y avait qu'un moyen d'en sortir : obtenir d'autres Etats des papiers consulaires par lesquels il serait certifié que les armes avaient été achetées pour être importées en ces pays. Je fus à même d'obtenir de certains consulats de l'Amérique latine un nombre illimité de tels certificats. A l'occasion nous pûmes obtenir aussi des certificats de la part de pays européens et asiatiques.

En présentant ces certificats nous obtenions les papiers de douane, et les navires partaient, non pour l'Amérique du Sud ou la Chine, mais pour les ports de la République espagnole.

Nous fîmes d'importants achats aux usines Skoda en Tchécolovaquie, à plusieurs firmes françaises et à certaines autres de Pologne et de Hollande. Telle est la nature de ce trafic que nous avons acheté des armes même en Allemagne ! J'avais envoyé un agent qui représentait une de nos firmes hollandaises à Hambourg où nous savions qu'il y avait des quantités importantes de fusils et de mitrailleuses quelque peu usagés à vendre; le directeur de la maison allemande ne s'intéressa qu'au prix, aux références bancaires et aux papiers légaux de consignation.

Tout le matériel que nous achetâmes n'était pas de premier ordre car les armes vieillissent très rapidement en Europe à l'heure actuelle, mais notre but était de fournir au gouvernement Caballero des fusils et des canons qui

tiraient et les lui fournir sans délai, car la situation de Madrid était devenue grave.

C'est vers le milieu d'octobre que les chargements d'armes commencèrent à arriver en Espagne. L'aide de la Russie parvenait par deux courants. Mon organisation se servait uniquement de vaisseaux étrangers, enregistrés généralement dans un pays scandinave ; quant au « syndicat privé » du capitaine Oulansky à Odessa, il commença par se servir de navires espagnols, mais leur nombre était limité ; d'autre part Moscou, tenu par l'insistance de Staline à garder un secret absolu par peur de la guerre, ne permettait pas d'employer des navires russes naviguant avec des papiers russes, surtout lorsque des sous-marins et des chalutiers armés eurent commencé à attaquer et saisir des cargos au large des côtes espagnoles.

Mais le capitaine Oulansky était un homme de ressources. Il demanda à Mueller, chef de la section des passeports du Guépéou, de lui fournir des papiers de bord étrangers contrefaits. Les services de Mueller, grâce aux ressources inépuisables du gouvernement, avaient porté l'art du faux à une perfection inimaginable.

« Faire de faux papiers de bord, c'était une affaire toute nouvelle pour nous », me déclara Mueller, lorsque, quelques mois plus tard, à Moscou, je le blaguais sur sa décoration du Drapeau rouge. « Vous pensez que c'était facile ? Nous avons dû travailler jour et nuit. »

Munis de ces faux papiers les navires russes quittaient Odessa avec leur matériel de guerre, sous différents noms, arborant des pavillons étrangers, et à même, ainsi, de franchir le Bosphore sur lequel les agents du contre-espionnage italien et allemand exerçaient cependant une surveillance très active. Lorsque ces bateaux avaient débarqué leur chargement dans les ports républicains espagnols, ils reprenaient leurs noms russes, et revenaient à Odessa sous leur vrai pavillon.

Les premiers avions

Madrid réclamait désespérément pour des avions. Moscou répondait en m'envoyant des ordres. Franco avançait sur la capitale, ses escadrilles italiennes et allemandes étaient maîtresses de l'air. Nos aviateurs et mécaniciens étaient bien arrivés à Madrid, mais les avions républicains étaient peu nombreux et de qualité inférieure. J'avais à trouver quelque part en Europe des avions de bombardement et de chasse qu'on puisse acheter rapidement. Aucune entreprise privée ne pouvait naturellement me fournir instantanément un nombre suffisant d'avions militaires ; seul un gouvernement le pouvait.

Etant donné les rapides progrès de l'aviation il était raisonnable de supposer qu'un gouvernement ami consentirait à vendre ses appareils, ce qui lui permettrait de moderniser son armée de l'air. Je décidai donc de m'adresser à un tel gouvernement dans l'Est de l'Europe. Il possédait environ 50 avions militaires d'un modèle ancien, fabriqués en France.

Pour cela il me fallait un agent de qualité exceptionnelle. J'avais justement l'homme qui convenait. C'était un « sang bleu », descendant d'une vieille famille aristocratique d'Europe, qui avait les meilleures relations et des références bancaires irréprochables. Sa femme et lui étaient de solides amis de l'Union soviétique et d'ardents partisans de la cause républicaine espagnole. Il nous avait déjà rendu quelques services ; je savais que je pouvais compter sur lui.

Je lui demandai de venir en Hollande, et lui exposai la situation. Dès le lendemain il volait vers la capitale du pays de l'Europe orientale en question. Le soir, il se mit en communication téléphonique avec mon agent de Paris qui, à son tour, me téléphona à la Haye et s'arrangea pour me mettre en communication directe, le lendemain matin, à une heure et en un lieu donnés. Durant cette communication mon aristocrate m'indiqua, en langage de code, le déplorable résultat de ses démarches.

Il s'était procuré une introduction pour le ministre de la Guerre. Après avoir donné sa carte, qui portait le nom d'une des plus grandes banques du monde, il alla directement au cœur de la question : « Je suis venu ici pour acheter un grand nombre d'avions à votre gouvernement. J'aimerais savoir si Votre Excellence consentirait à les vendre. Nous sommes acheteurs d'au moins cinquante appareils, au prix que vous déciderez. »

Le ministre de la Guerre s'était levé d'un bond, avait pâli, puis, après avoir regardé la carte de son visiteur et examiné la lettre d'introduction, il répondit tranquillement : « Je vous prie de quitter mon bureau immédiatement. »

Mon agent n'avait qu'à obtempérer ; il ne pouvait cependant abandonner la partie sans tenter un suprême effort : « Que Votre Excellence me pardonne, dit-il. Permettez-moi d'ajouter un mot. Il n'y a rien de louche dans ma proposition. Il s'agit d'aider le gouvernement espagnol. Je suis venu ici, délégué par des groupes de mon pays qui estiment que nous devons protéger la République espagnole au nom de l'humanité. Et nous pensions que votre pays est intéressé à empêcher le développement du fascisme en Méditerranée afin d'empêcher l'Italie d'en être la maîtresse.

— Je suis le ministre de la Guerre, répliqua froidement le ministre, non un marchand. Bonjour Monsieur. »

« La situation me semble donc sans espoir, absolument sans espoir, ajouta mon agent au téléphone.

— Abandonnez l'affaire, et tirez-vous des pieds, lui répondis-je. Je vous attendrai à l'aéroport.

— Pas encore, me dit-il. Je ne veux pas encore abandonner .»

Trois jours plus tard, je reçus avis qu'il revenait par avion à la Haye. Quand il sortit de la cabine, il paraissait épuisé. Je l'emmenai rapidement à ma voiture.

A peine étions-nous assis qu'il me dit qu'il avait réussi : il avait acheté les 50 avions. Et il m'expliqua : « Le lendemain du jour où je vous ai téléphoné, un monsieur, qui représentait la plus grande banque du pays, présentait sa carte à mon hôtel; je le priai de monter; il ne fit aucune mention de mon entrevue avec le ministre de la Guerre mais me dit qu'il savait que je voulais acheter des avions militaires. Si j'étais prêt à le faire, il proposait que nous en discutions à son bureau ».

Mon agent acheta ainsi les 50 avions du gouvernement pour 20.000 dollars chacun, sous réserve d'un examen technique. Quand vint la question du pays auquel ils seraient consignés, il offrit le choix entre un pays de l'Amérique

latine et la Chine ; le vendeur préféra la Chine. « Je lui donnai l'assurance que tous les papiers seraient en ordre, et au nom du gouvernement chinois. »

Des arrangements furent faits immédiatement pour que soient examinés et appréciés les avions. J'allai à Paris et embauchai pour cela un expert français d'aviation et deux ingénieurs pour l'aider. Ils partirent en avion pour la capitale du pays de l'Est européen et firent un rapport favorable. J'ordonnai que les avions fussent démontés et amenés avec toute la hâte possible.

Il y avait alors dans le monde entier un cri d'angoisse et de fureur contre les impitoyables bombardements effectués sur Madrid, qui était alors presque sans défense. Mon organisation accomplit des miracles pour hâter le transport de ces 50 avions de chasse et de bombardement. A la mi-octobre on les chargeait sur un bateau norvégien.

Je reçus alors de Moscou l'ordre rigoureux de ne pas permettre à ce bateau de décharger les avions à Barcelone. En aucun cas ils ne devaient traverser la Catalogne qui avait, à ce moment, son propre gouvernement et constituait presque un Etat souverain à l'intérieur même de l'Espagne républicaine. Le gouvernement catalan était en effet dominé par des révolutionnaires antistaliniens, qui n'avaient pas la confiance de Moscou bien qu'ils tinssent avec acharnement l'un des secteurs les plus vitaux du front républicain contre les terribles attaques de l'armée de Franco.

J'avais ordre d'envoyer les avions à Alicante. Mais ce port était bloqué par la flotte de Franco. Le commandant du navire se dirigea vers Alicante mais il dut faire demi-tour pour sauver son bateau. Il voulut alors mettre le cap sur Barcelone mais mon agent à bord l'en empêcha. Pendant ce temps l'Espagne loyale combattait désespérément et manquait terriblement d'avions. Finalement mon agent autorisa le bateau à se diriger vers Marseille.

Ce fut là l'un des effets de la terrible et silencieuse bataille que menait Staline pour obtenir le contrôle complet du gouvernement républicain. Pour pouvoir faire de l'Espagne un pion dans son jeu, pour obtenir que l'Angleterre et la France s'allient à lui, il lui fallait supprimer toute opposition au sein de la République espagnole. La tête de cette opposition était en Catalogne. Staline était décidé à ne fournir d'armes et d'hommes que les groupes qui étaient prêts à accepter sans réserve son commandement. Il était donc résolu à ne pas laisser les Catalans mettre la main sur des avions qui leur auraient permis de remporter une victoire militaire et d'accroître ainsi leur prestige et leur influence politique parmi les républicains.

C'est durant ces journées pendant lesquelles il empêchait, d'une main, qu'une aide militaire parvînt à Barcelone que, de l'autre, il envoyait son premier message public à José Diaz, chef du parti communiste espagnol. Le 16 octobre il lui télégraphiait : « *Les travailleurs de l'Union soviétique ne font que leur devoir lorsqu'ils donnent toute l'aide qui est en leur pouvoir aux masses révolutionnaires d'Espagne* ». La guerre espagnole, continuait Staline, « *n'est pas l'affaire privée des Espagnols, elle est la cause commune de tout ce qu'il y a d'avancé et de progressif dans l'humanité.* » Ce message était fait naturellement à l'intention du Comintern et des partisans communistes dans le monde.

Finalement le bateau norvégien parvint à forcer le blocus de Franco et à débarquer ses avions à Alicante. En même temps d'autres fournitures de guerre comprenant des tanks et de l'artillerie arrivaient de Russie. Toute l'Espagne républicaine put constater alors qu'une aide tangible était en train d'être apportée par l'Union soviétique. Les républicains, les socialistes, les anarchistes et les syndicalistes n'avaient que leurs théories et leur idéal à offrir ; les communistes apportaient des fusils et des avions à employer contre Franco. Le prestige des Soviets s'accrut considérablement. Les communistes jubilant en tirèrent le plus de parti possible.

Le 28 octobre, Caballero, en tant que ministre de la Guerre, lança une proclamation. C'était un appel à la victoire ; il y disait : « *Nous avons, enfin, maintenant, un armement formidable ; nous avons des tanks et une puissante aviation.* »

Caballero, qui avait ouvert toutes grandes ses portes aux messagers de Staline, ne savait pas quelle main lui était tendue. Il ne réalisait pas que cette aide qui lui était apportée causerait précisément sa perte.

Les Brigades internationales

La fourniture de matériel de guerre à l'Espagne allait de pair avec un déplacement d'hommes se dirigeant de toutes les parties du monde vers Madrid. Des volontaires de Grande-Bretagne, des Etats-Unis et du Canada, de l'Amérique latine et de l'Afrique du Sud, des pays scandinaves, des Balkans et de toute l'Europe, même de l'Allemagne nazie et de l'Italie, d'Australie et des Philippines, avaient hâte de combattre pour la cause de l'Espagne républicaine. C'est alors que les fameuses Brigades internationales furent formées.

Si Staline voulait contrôler l'Espagne qu'il commençait à aider de ses armes, il lui était indispensable d'organiser et de diriger ce flot de nouveaux Croisés et de les souder au Communisme. Le gouvernement de front populaire de Caballero était une précaire coalition de partis politiques antagonistes. Le petit groupe, solide et discipliné, des communistes espagnols, commandé maintenant par le Guépéou, soutenait le gouvernement de Caballero, mais ne l'avait pas sous son contrôle. Il était donc important pour Moscou de saisir les rênes des Brigades internationales.

Le noyau de ces Brigades fut formé par cinq à six cents communistes étrangers envoyés de Russie. Il n'y avait parmi eux pas un seul Russe. Plus tard, quand les Brigades eurent atteint le chiffre de près de 15.000 soldats, il ne fut pas davantage permis à un seul Russe de s'y joindre. Un mur infranchissable fut délibérément établi entre cette force et les hommes de l'armée rouge envoyés en Espagne.

Dans tous les pays, ce furent les partis communistes nationaux qui furent chargés de recruter pour les Brigades. Quelques groupes indépendants de socialistes et d'autres révolutionnaires essayèrent d'organiser des colonnes, mais l'énorme majorité des recrues fut enrôlée par les communistes et tirée du réseau croissant d'organisations « sympathisantes », souvent ignorantes du contrôle que les communistes exercent sur elles.

Un attaché militaire du Guépéou est détaché

en chaque centre communiste important du monde. Cet agent, et lui seul, est le lien entre le parti communiste et le Deuxième Bureau de l'armée russe.

Dès qu'un volontaire se présentait il était dirigé vers un bureau secret d'enrôlement ; il y remplissait un questionnaire et on lui disait d'attendre une convocation. Le Guépéou enquêtait alors sur ses antécédents politiques ; si l'enquête était favorable il était appelé et questionné par un agent du Guépéou, puis adressé, si possible, à un médecin communiste pour examen physique. Si cet examen était satisfaisant, on assurait au volontaire le moyen de se rendre à une adresse indiquée en un pays d'Europe.

Nous avions organisé un certain nombre de centres de contrôle secrets où nos agents réinterrogaient chaque volontaire une nouvelle fois. Finalement mon service les remettait, en Espagne, sous la responsabilité du Guépéou ; celui-ci avait des informateurs parmi eux afin de faire la chasse aux espions, éliminer ceux dont les opinions communistes n'étaient pas strictement orthodoxes, surveiller les lectures et les conversations.

Les passeports de tous les volontaires leur étaient enlevés dès qu'ils arrivaient en Espagne, et c'est très rarement qu'un passeport était rendu. Même lorsqu'un homme était licencié, on lui disait que son passeport avait été perdu. Presque chaque valise diplomatique qui arrivait d'Espagne à la Lubianka contenait un paquet de passeports des Brigades internationales.

Lorsque j'étais à Moscou dans le printemps de 1937, j'ai vu plusieurs fois cette malle arriver dans les bureaux de la Guépéou ; un jour, elle contenait une centaine de passeports. Ils appartenaient à des soldats tués. Cette arrivée causa une grande satisfaction. Les passeports des morts sont facilement adaptables à des agents du Guépéou, après que ceux-ci ont fait quelques semaines d'enquête sur la généalogie de leurs premiers détenteurs.

Pendant que les Brigades internationales — l'armée du Comintern — prenait ainsi rapidement forme ouvertement, les unités purement russes de l'armée rouge arrivaient en silence et prenaient leur poste à l'arrière-plan. Le personnel militaire russe n'atteignit jamais plus de 2.000 hommes, dont seuls les pilotes et les officiers de tanks occupaient un service actif. La plupart de ces Russes étaient des techniciens : officiers d'état-major, instructeurs militaires, ingénieurs, spécialistes d'industries de guerre, techniciens de la guerre chimique, mécaniciens d'aviation, opérateurs de radio et spécialistes d'artillerie. Ces soldats de l'armée rouge étaient tenus autant que possible à l'écart des Espagnols civils ; ils étaient logés à part et il ne leur était permis de s'associer d'aucune manière à des personnalités ou à des groupes politiques espagnols. Ils étaient continuellement sous la surveillance du Guépéou afin que leur présence en Espagne reste secrète, et afin d'empêcher toute hérésie politique de venir corrompre l'armée rouge.

(*A suivre.*)

W. G. Krivitsky.

Le martyre des républicains espagnols

D'un article de Denise Moran dans « La Lumière » du 2 juin, sur « la grande misère des camps de réfugiés » nous extrayons ces quelques précisions :

AU BARCARES (Pyrénées-Orientales) :

« Les hommes ont dormi tout l'hiver sur le sable humide, sans matelas, et beaucoup d'entre eux n'ont pas de couverture. »

« Les hommes qui vivent là, les médecins nous le rediront, ne mangent pas à leur faim.

A GURS (Basses-Pyrénées) :

« Maigre nourriture : le scorbut commence à se manifester; douches, mais qui ne fonctionnent pas. »

« Mais les baraques ont des planchers garnis de paille; cette paille, hélas! n'a jamais été renouvelée : elle est pleine de poux. »

« Gurs nous serait sympathique si, de plusieurs côtés, on ne nous signalait des « passages à tabac » sans aucun motif; et si nous n'y avions croisé un groupe de policiers saluant à la romaine. »

A COLLIOURE (Pyrénées-Orientales) :

« Bourgeois vit défiler des hommes visiblement terrorisés dont quelques-uns seulement osèrent dire merci; lui-même ne put proférer un seul mot. »

« Un des prisonniers de Collioure serait mort, récemment, après avoir été roué de coups. »

A BOGHARI (Algérie) :

« La nourriture est dérisoire; on distribua sous la pluie, dit Mme Sonia Branting, à chacun une louche de soupe contenant quelques haricots. »

« Il y a, à Boghari, 100 malades chaque jour. »

LETTRE DE SUISSE

Les Suisses et l'hitlérisme

Nous avons reçu du camarade Fritz Brupbacher, *vieux militant de Zurich, l'intéressante lettre que voici :*

L'hitlérisme se compose aujourd'hui de deux éléments : l'un, de politique intérieure, l'autre, de politique étrangère. Au point de vue de la politique intérieure, l'hitlérisme signifie actuellement la domination d'une bande de brigands, de toutes classes, sur toute les classes, — capitalistes, paysans, ouvriers, petits bourgeois. Au point de vue de la politique étrangère, il est impérialisme, c'est-à-dire domination de ladite bande de brigands sur toutes les autres nations (et bandes de brigands).

Tant que l'hitlérisme n'était qu'une affaire de politique intérieure, surtout pendant la période où il ne s'attaquait pas au capitalisme, mais au contraire à la classe ouvrière, la grande bourgeoisie suisse sympathisait avec lui, de même que les petits bourgeois, en premier lieu les petits et moyens artisans. Tous saluaient avec joie son antisocialisme et son antisémitisme. Et des organisations simili-nazies de tout acabit foisonnaient en Suisse. Elles conquéraient des sièges dans les parlements communaux et cantonaux. Cela jusqu'à il y a environ deux ans. Ces organisations nazies n'avaient pas seulement pour adhérents des membres de la petite bourgeoisie ou des intellectuels petits bourgeois, elles se recrutaient même aussi dans les couches inférieures du prolétariat.

Mais depuis, l'hitlérisme s'est mis, d'une part, à exercer son brigandage aux dépens du capitalisme, et d'autre part, sur le plan de la politique extérieure, il est devenu impérialiste. Ses interventions dans le domaine jusque-là réservé au seul capitalisme ont éveillé la méfiance des capitalistes suisses. Leur organe le plus important, la *Nouvelle Gazette de Zurich*, enregistre chaque jour les interventions de l'Etat hitlérien dans les fonctions du grand capitalisme, et la feuille en question est devenue à proprement parler le guide politique des « antifascistes ». Les journaux petits bourgeois et prolétariens ne font que la suivre clopin-clopant.

En outre, la grande bourgeoisie suisse a également fait de très mauvaises affaires avec l'Allemagne, où elle avait investi des milliards.

Enfin, les progrès de l'impérialisme hitlérien dans le bassin du Danube constituent une menace directe pour les intérêts financiers et industriels helvétiques, de sorte que finalement le grand capitalisme suisse est doublement menacé par l'hitlérisme : d'une part, par son attitude hostile à l'égard des capitalistes sur le plan de la politique intérieure, de l'autre, par l'expansionisme, par l'impérialisme du régime allemand actuel.

Le *capitalisme suisse* combat donc, dans l'hitlérisme, et un socialisme d'Etat et un impérialisme étranger.

De son côté, la *petite bourgeoisie* semble avoir également refoulé son hitlérisme. Ce qui plaisait surtout aux petits bourgeois, dans le nazisme, c'était tout ce qui concernait l'abolition de la législation sociale. Mais, depuis que cet aspect de l'hitlérisme est passé à l'arrière-plan et que l'Allemagne, c'est-à-dire le régime hitlérien, est de plus en plus devenue, aux yeux des petits bourgeois, un impérialisme visant à la conquête du marché mondial, la petite bourgeoisie suisse est devenue son ennemie acharnée. La vieille haine de l'Allemagne, qui subsistait toujours au fond des cœurs, s'est changée en « antifascisme » (entendez : en hostilité contre le fascisme *allemand*), et ce sentiment recouvre le nazisme antiprolétarien de nos petits bourgeois.

En Suisse, la grande majorité de la *classe ouvrière* a toujours été antihitlérienne. Pour elle, Hitler a toujours signifié la perte des conquêtes sociales et politiques. Aujourd'hui, elle veut, côte à côte avec la bourgeoisie et unie de corps et d'âme avec elle, défendre la « patrie » contre Hitler. Syndiqués, politiciens socialistes et communistes sont unanimement patriotes. Il n'existe pas un seul groupe, dans tout le prolétariat, qui ne professe l'archipatriotisme. *L'union sacrée est complète.*

Les ouvriers formulent bien encore quelques modestes revendications, mais tous veulent « mourir pour la patrie » ! Il leur semble qu'il ne s'agit pas d'un conflit impérialiste, mais d'une guerre pour la liberté, contre le fascisme.

C'est pourquoi la totalité de notre « peuple » est, en fait, dans la lutte des impérialismes, du côté de la France et de l'Angleterre. Objectivement parlant, ledit « peuple » a pris parti pour la défense des empires de ces deux pays et il est prêt à verser son sang pour cela.

Que vous et moi l'en approuvions, ou l'en désapprouvions, notre « peuple » n'en a cure. Au milieu de n'importe quels Suisses, et de n'importe quelle classe que ce soit, ceux qui penseraient autrement seraient absolument isolés. Fritz BRUPBACHER.

Pour les dettes du "Cri du Peuple"

DIXIEME LISTE

Pierre Monatte (5me et 6me vers.)	20.—
Raymond Croze (4me versement) ..	100.—
Pierre Vieilly, Casablanca (2me vers.)	25.—
Chardy (3me versement)	10.—
André Juin (5me versement)	10.—
Cot (4me et 5me versements)	20.—
Roujou (4me et 5me versements) ..	20.—
Wipff (4me et 5me versements) ...	20.—
Pierre Auffret (2me versement) ...	20.—
Georges Alhomme (5me versement)	10.—
Paul Foy (7me versement)	20.—
Eugène Davoust	50.—
Mattéi (3me versement)	10.—
Esperanto (6me versement)	50.—
Kahn	25.—
Chestier (6me versement)	10.—
Georges Pelletier	10.—
Finidori	50.—
Desobry (2me versement)	5.—
J. B., Saône-et-Loire (5me vers.) ..	20.—
Total	505.—

La révolte des esclaves

La Révolution française fut la révolution bourgeoise type. C'est la révolution des propriétaires. La déclaration des Droits de l'Homme commence par proclamer que la propriété est un « droit naturel et imprescriptible » (art. 2), *et s'achève en le déclarant « inviolable et sacré »* (art. 17). *La loi essentielle de la Constituante fut la loi le Chapelier qui, en interdisant toute coalition et toute association, supprimait toute entrave à l'exploitation du sans-propriété par les détenteurs des moyens de production.*

Ce qui a parfois fait illusion sur le véritable caractère de la Révolution française c'est que, comme dans toute grande révolution sociale, la classe dont ce fut la révolution ne put la réussir qu'en se servant, comme instrument, des masses populaires. De 89 à 94, le peuple occupe le devant de la scène; c'est lui qui se soulève, s'agite, se bat; il est l' « illustration » de la révolution; si on regarde la façade on ne voit qu'une révolution populaire. Mais qu'on regarde derrière la façade, qu'on examine les nouvelles institutions et le nouveau Droit et l'on constate que c'est, en réalité, tout simplement une nouvelle classe qui a établi sa domination et assuré ses privilèges.

La Révolution française, faite par *le peuple mais* pour *la bourgeoisie capitaliste, est un premier exemple de ce dont la Révolution russe, faite* par *le prolétariat* pour *la bourgeoisie bureaucratique, est un second.*

Il y eut cependant un pays où les contrecoups de la Révolution française amenèrent la libération de ceux qui y firent la révolution. Ce pays fut Haïti, alors colonie française; les esclaves y firent leur révolution, et conquirent — contre la France — leur libération.

C'est aux colonies que les caractères de classe s'accusent toujours le plus nettement, l'hypocrisie qui est souvent jugée nécessaire, par précaution, dans la métropole, y étant généralement jugée inutile.

Aussi est-ce à Haïti que le caractère de classe de la Révolution française s'avéra le plus nettement. Aussitôt les événements de France connus, les blancs, c'est-à-dire les grands propriétaires fonciers, nommèrent leurs Assemblées, et, réduisant pratiquement à rien, le rôle du gouverneur, établirent sur l'île un régime de dictature et de terreur propriétaires, à côté duquel l'ancien régime monarchique, plus soucieux, dans son propre intérêt, d'un certain équilibre entre les classes, faisait figure de régime libéral.

Mais, presque aussitôt, une agitation se manifesta parmi les non-blancs. Au début, cette agitation fut limitée presque exclusivement à la population libre des mulâtres. Mais, le 22 août 1791 — grande date de l'histoire — ce furent les esclaves eux-mêmes, les nègres esclaves qui, dans un magnifique soulèvement unanime, brisèrent leurs chaînes.

La première guerre de libération qui débutait ce jour devait durer deux ans; elle se termina lorsqu'en 1793 le Commissaire de la Convention Sonthonax, reconnaissant le fait accompli, déclarait l'esclavage aboli à Haïti, ce que la Convention ratifiait le 4 février 1794 en décrétant l'abolition de l'esclavage dans toutes les possessions françaises.

Générosité éphémère !

La Révolution propriétaire reprenait l'offensive par le truchement de Bonaparte, Premier Consul, qui envoyait en 1802 un corps expéditionnaire considérable qui après s'être emparé, par traîtrise, de Toussaint Louverture, l'ancien esclave qui avait conduit à la victoire ses compagnons de chaîne, ...rétablit l'esclavage.

Une seconde guerre de libération commença. Malgré les cruautés sans nom du sinistre Rochambeau, dernier chef du corps expéditionnaire, celui-ci dut évacuer l'île et, dans l'impossibilité d'atteindre la France, se rendre, lui et ses troupes, aux Anglais.

Les Haïtiens, cette fois, étaient libres, doublement libres. Ils cessaient d'être esclaves, et avaient conquis, du même coup, leur indépendance nationale. Le 31 décembre 1804, ils la proclamèrent solennellement.

Depuis lors, malgré les agitations superficielles des camarillas qui se disputent le pouvoir, ce peuple de nègres libres et indépendants a vécu des jours heureux. « Leur nombre a pour le moins quadruplé dans l'espace d'un siècle; c'est un fait que la masse très dense de cette démocratie rurale a vécu heureuse et tranquille, hospitalière et gaie. » (1)

Rien donc de comparable avec ce que fut le sort du prolétariat européen pendant tout le siècle dernier, ce prolétariat demi-affamé et misérable durant les périodes de prospérité, mourant de faim, au sens littéral du mot, durant les périodes de crise, et toujours asservi à la volonté dictatoriale du patron au long de sa tâche quotidienne; ce prolétariat d'individus « libres », l'idéal des hommes de 89, et qui ne parvint à améliorer légèrement son sort qu'au cours des dernières décades, lorsque ayant détruit, en fait d'abord, et en droit ensuite, la loi le Chapelier, base du droit bourgeois révolutionnaire, il parvint par ses « coalitions » et ses « associations » à opposer au droit du propriétaire la force collective des sans-propriétés.

***

Nous donnons ci-dessous le récit de la grande nuit du 22 août 1791 par laquelle débuta, à Haïti, la révolte des esclaves. Ce récit est emprunté à un livre récent paru en Angleterre sous le titre Les Jacobins noirs, *et dont l'auteur est lui-même un nègre.* — R. L.

Eh ! Eh ! Bomba ! Heu ! Heu !
Canga, batio té !
Canga, mouné de lé !
Canga, do ki la !
Canga, do ki la !
Canga, li !

(Nous jurons de détruire les blancs et tout ce qu'ils possèdent ; que nous mourrions plutôt que de faillir à notre serment !)

---

(1) Max. Sorre : Géographie universelle (Amérique centrale).

Les esclaves haïtiens travaillaient la terre, et, comme tous les paysans révolutionnaires, ils visaient à l'extermination de leurs oppresseurs. Mais, en outre, du fait qu'ils travaillaient et vivaient en commun sur les immenses plantations de cannes à sucre qui couvraient la plaine du Nord, sur chacune desquelles ils étaient rassemblés souvent au nombre de plusieurs centaines, ils se rapprochaient beaucoup plus du prolétariat moderne que tout autre groupe de travailleurs de l'époque ; en conséquence leur soulèvement fut parfaitement organisé et constitua un véritable mouvement de masse. Une dure expérience leur avait appris que les efforts isolés sont condamnés à la défaite ; aussi, dès les premiers mois de 1791, ils s'organisèrent au Cap (1) et aux environs, pour la révolution. Voodoo, le culte africain, fut le moyen de la conspiration. En dépit de toutes les interdictions, les esclaves voyagaient en effet dans l'île pour effectuer les chants, les danses et pratiquer les rites du culte, et pour parler ; et aussi, depuis la Révolution, pour se transmettre les nouvelles politiques et dresser leurs plans.

Boukman, un « papaloi », ou grand-prêtre, nègre de stature gigantesque, dirigeait le mouvement. Il était directeur d'une plantation, et pouvait ainsi suivre les développements de la situation politique chez les blancs et chez les mulâtres.

A la fin de juillet 1791, les nègres du Cap et des environs étaient prêts. Le plan envisagé était un plan de grande envergure ; il visait à l'extermination des blancs et à s'emparer de la colonie. Il y avait peut-être 12.000 esclaves au Cap, dont 6.000 hommes adultes. Les esclaves des faubourgs et de la campagne environnante devaient, une nuit, mettre le feu aux plantations ; à ce signal les esclaves de la ville massacreraient les blancs, et les esclaves de la plaine achèveraient l'ouvrage. On avait fait du chemin, beaucoup de chemin depuis les grands plans d'empoisonnement de Mackandal, le nègre rebelle qui avait établi, plusieurs décades auparavant, une organisation destinée à empoisonner toute la population blanche de l'île.

Le plan ne fut pas entièrement exécuté. Mais il en fut très près. L'étendue et l'organisation de cette révolte montre en Boukman le premier de cette lignée de grands leaders que les esclaves allaient produire en si grand nombre et avec une telle rapidité durant les années suivantes. Qu'une si vaste conspiration n'ait pas été découverte avant d'avoir éclaté est un témoignage de la profonde solidarité qui liait entre eux les esclaves.

Dans les premiers jours d'août, les esclaves de Limbé, centre important situé à une dizaine de kilomètres du Cap, et qui devait être, jusqu'à la fin, l'un des foyers les plus ardents de la révolution, se soulevèrent prématurément ; ils furent anéantis.

Ce soulèvement de Limbé montrait que l'esprit des masses était prêt. Aussi, trois jours après, des représentants de toutes les paroisses de la plaine s'assemblèrent pour fixer la date. Des députés qui se rendaient au Cap, pour la première session de l'Assemblée coloniale qui devait s'ouvrir le 25 août, rencontrèrent des troupes d'esclaves qui les injurièrent et même les attaquèrent. Le 21 août quelques arrestations furent opérées, et de Blanchelande, le gouverneur, interrogea lui-même, le lendemain, les prisonniers. Il n'obtint pas grand'chose ; il comprit cependant, plus ou moins vaguement, qu'il devait y avoir quelque chose comme un soulèvement. Il prit des précautions afin de préserver la ville, et il ordonna que des patrouilles soient faites aux alentours. Mais les blancs méprisaient trop les esclaves pour les croire capables d'organiser un mouvement de masse de grande envergure. On ne put obtenir des hommes arrêtés les noms de leurs chefs ; dès lors quelles précautions pouvait-on prendre contre des milliers d'esclaves répartis sur des centaines de plantations ? Quelques « mauvais garçons » blancs, du Cap, toujours prêts au pillage, furent indiqués comme liés au complot ; de Blanchelande se préoccupa plus d'eux que des nègres.

Le soir du 22, la tempête tropicale faisait rage : éclairs, rafales de vent, pluie diluvienne. Portant des torches pour reconnaître leur route, les chefs de la révolte se rendirent en une clairière parmi les épaisses forêts de la Morne rouge, montagne qui domine le Cap. Là, Boukman donna ses dernières instructions ; après les incantations du Voodoo, après qu'on eût saigné un porc et but son sang, Boukman encouragea ses auditeurs par un sermon en créole qui, comme tant d'autres discours prononcés en de semblables occasions, nous est resté :

« Le dieu qui créa le soleil qui nous donne la lumière, le dieu qui soulève les vagues et commande les tempêtes, bien que caché dans les nuages, nous regarde. Il voit tout ce que fait l'homme blanc. Le dieu de l'homme blanc le pousse au crime, mais notre dieu à nous nous appelle au bien. Notre dieu qui est bon nous ordonne de nous venger du mal que nous avons subi. Il dirigera nos bras, et nous aidera. Rejetez le symbole du dieu des blancs qui nous a si souvent obligé à pleurer, et écoutez la voix de la liberté qui parle dans notre cœur à tous. »

Cette nuit-là même, ils commencèrent.

Les esclaves de la plantation Gallifet étaient si bien traités qu' « heureux comme les nègres de Gallifet » était passé à l'état de proverbe chez les esclaves. Néanmoins, par un phénomène qui se remarque dans toutes les révolutions, ce furent eux qui ouvrirent le feu.

Chaque groupe d'esclaves tua ses maîtres et brûla la plantation jusqu'à la racine. Les précautions prises par de Blanchelande sauvèrent le Cap, mais la préparation avait été partout si complète qu'en quelques jours la moitié de la fameuse plaine du Nord n'était plus qu'une ruine fumante. Du Cap l'horizon n'était qu'un incendie. Durant près de trois semaines, les gens du Cap purent à peine distinguer le jour de la nuit, car une pluie de paille de canne enflammée, poussée par le vent, voltigeait au-dessus de la cité et des bateaux du port comme des flocons de neige, menaçant le tout de destruction.

Les esclaves ne se fatiguaient pas de détruire. Comme les Jacques et les briseurs de machines, ils cherchaient leur salut de la manière la plus simple, en détruisant ce qu'ils connaissaient comme la cause de leurs souffrances ; et s'ils détruisirent beaucoup c'est qu'ils avaient souffert beaucoup. Ils savaient qu'aussi longtemps qu'existeraient ces plantations, leur lot serait d'y travailler jusqu'à ce

(1) *Le Cap*, ou encore *le Cap Haïtien*, est la principale ville et le principal port du nord.

qu'ils tombent. Il n'y avait qu'une chose à faire, c'était de les détruire. De leurs maîtres ils n'avaient reçu que le viol, la torture, le mépris, et, à la moindre résistance, la mort. Ils leur rendaient la monnaie de leur pièce. Pendant deux siècles la plus haute des civilisations leur avait montré la force imposant sa volonté ; maintenant qu'ils étaient la force, ils faisaient la même chose. Dans la frénésie des premiers moments, ils tuèrent tout, n'épargnant que les prêtres, qu'ils craignaient, et les médecins, qui avaient été bons pour eux. Eux, dont les femmes avaient été victimes d'innombrables viols, violèrent aussi toutes les femmes qui tombèrent entre leurs mains, souvent même sur le corps de leurs maris expirants. « Vengeance ! Vengeance ! » tel était leur cri de guerre, et l'un d'eux porta le corps d'un enfant blanc sur une pique comme un drapeau.

Et pourtant, leur modération fut extrême, à ce moment et par la suite, et leur humanité grande, comparativement à ce que leurs maîtres avaient été, ou auraient jamais été pour eux. Ils ne maintinrent pas longtemps leur volonté de vengeance.

Les cruautés de la propriété et du privilège sont toujours pires que les revanches de la pauvreté et de l'oppression, car l'une vise à maintenir une injustice perpétuelle, tandis que l'autre n'est qu'un moment de passion bien vite apaisé. Au fur et à mesure que la révolution s'étendait, on épargnait en plus grand nombre des hommes, des femmes et des enfants surpris sur les plantations. Aux prisonniers de guerre seulement on ne fit pas de quartier. On alla jusqu'à leur tordre les chairs avec des pinces rougies au feu ; on les brûla à petit feu ; on scia un charpentier entre deux planches. Cependant l'histoire ne rapporte pas un seul cas de ces tortures infernales qui consistaient à enterrer des hommes jusqu'au cou et à enduire d'excréments les trous de leurs visages afin d'y attirer les insectes, ou bien à les faire sauter avec de la poudre, ou à commettre quelque autre de ces mille et une autres bestialités auxquels les noirs furent soumis par l'homme blanc. Comparé avec ce que leurs maîtres leur avaient fait de sang-froid, ce que firent les esclaves fut négligeable, d'autant plus qu'ils y étaient poussés par la férocité avec laquelle les blancs du Cap traitaient les prisonniers qui tombaient entre leurs mains.

Comme il arrive habituellement en pareil cas, la puissance du mouvement entraînait dans le flot révolutionnaire certaines fractions des classes voisines. Des nègres libres se joignirent aux esclaves. Un planteur de Port-Magot avait appris à son contremaître nègre à lire et à écrire, il l'avait affranchi, l'avait inscrit sur son testament pour 10.000 francs, et avait donné à sa mère une terre où elle avait créé une plantation de café ; eh bien ! cet homme souleva les esclaves des plantations de son maître et de sa propre mère, il y mit le feu, et rejoignit la révolution qui lui donna un haut commandement. Les mulâtres avaient la haine des esclaves nègres parce que ceux-ci étaient esclaves et parce qu'ils étaient nègres, mais lorsqu'ils virent les esclaves se livrer à une action d'une telle envergure, nombre de jeunes mulâtres quittèrent le Cap et coururent se joindre à ces noirs si méprisés jusque-là, et combattre avec eux l'ennemi commun.

Ce fut une chance qu'il n'y avait que peu de troupes au Cap, et que Blanchelande, par peur des esclaves et de la pègre blanche qui étaient dans la ville, préféra rester sur la défensive. Une sortie fut cependant opérée par l'armée régulière qui repoussa les esclaves, mais de Blanchelande, cédant à la panique qui s'était emparée de la ville, rappela le détachement. Ceci laissait la révolution maîtresse de la campagne. Les noirs étendirent leurs destructions à toute la plaine. S'ils avaient eu le plus léger intérêt dans les plantations ils ne les auraient pas détruites si facilement. Mais ils n'en avaient aucun. Au bout de quelques semaines ils s'arrêtèrent un moment afin de s'organiser. C'est à cet instant, un mois après le début de la révolte, que Toussaint Bréda les rejoignit, juste au moment opportun, et fit, sous le nom de Toussaint Louverture, son entrée sur la scène de l'histoire.

C. L. R. JAMES.

A propos d'une accusation d'antisémitisme

Nos lecteurs se souviennent de l'article de Rivière que nous avons publié le 10 mars dernier : *Y a-t-il une solution à la question juive?*

Mais ce qu'ils ignorent sans doute c'est que certains ont trouvé que cet article était un article « antisémite » !

Nous ne saurions trouver de meilleure réponse à cette accusation qu'en indiquant que le *Bulletin de la Fédération des Sociétés juives d'Algérie* a commencé dans son numéro d'avril la reproduction intégrale de l'article de Rivière, en le faisant précéder du chapeau suivant :

Nous nous faisons un plaisir d'accueillir dans notre Bulletin l'admirable étude que M. P. Rivière fait de « La Question Juive ».

Il est difficle, nous le pensons, d'aborder avec plus de logique, de franchise et d'objectivité un problème aussi passionnant et nous laisserons le soin à nos amis de tirer du magistral exposé de M. Rivière, non seulement les déductions naturelles qui s'imposent mais aussi tous les enseignements nécessaires.

La Vérité n'est le monopole d'aucun individu, d'aucun clan, d'aucun parti, d'aucune secte, encore moins d'aucun peuple ni d'aucune race.

Conforme ou contraire à nos idées, elle n'en demeure pas moins la Vérité, et nous devons nous efforcer de l'entendre calmement, de la comprendre, afin de faire preuve nous aussi de cette autre rare et grande vertu : la Tolérance.

La Rédaction.

Le sort du Noir en Côte d'Ivoire

Ce qui suit s'applique particulièrement à la Côte d'Ivoire; cependant, d'après ce que j'ai pu en juger dans mes voyages à travers les autres parties de l'Afrique occidentale française (A.O.F.), ce dont souffrent les Noirs de la Côte d'Ivoire, tous ceux de l'A.O.F. en souffrent également, à quelques variantes près.

Dans tous les partis qui se disent révolutionnaires on a été enclin jusqu'à ce jour à ne vouloir considérer les Noirs uniquement comme que les esclaves des grandes compagnies. Or, le principal ennemi du Noir est l'Administration, c'est de l'Administration coloniale que viennent tous ses maux.

Tous les excès, tous les abus dont souffrent et se plaignent les indigènes viennent de l'Administration.

L'enseignement

L'Administration, ainsi que les missions religieuses, ont créé en A.O.F. quelques écoles; ces écoles, quelques rares qu'elles soient, ont permis à nombre d'indigènes d'acquérir une instruction suffisante pour comprendre que les Etats qui disaient leur avoir porté ce qu'il est convenu d'appeler *civilisation*, ne leur avaient, en fait, apporté qu'une forme nouvelle de l'*esclavage*.

Ce n'est pas parce que les missionnaires, et en particulier les missionnaires catholiques, ont créé quelques écoles et donné quelques soins aux Noirs qu'il faut les considérer comme remplissant un rôle utile et désintéressé. Ce sont des gens excessivement dangereux qui exploitent les Noirs tout comme les exploite l'Administration.

Nous devons aider l'indigène à lutter contre tous les marchands de religion qui leur extorquent des sommes énormes, et se font, en général, aider dans leur sale besogne par les Administrateurs. Ces missionnaires prennent chaque année une plus grande importance et leur nombre va toujours en augmentant, car ils cherchent à récupérer aux colonies ce qu'ils perdent en Europe.

Aux Noirs on a dit « Instruisez-vous », mais à ceux qui voudraient se rendre en France pour pousser leurs études l'Administration oppose un refus formel.

Pour les jeunes enfants, les écoles sont plus qu'insuffisantes et des milliers d'élèves se voient chaque année fermer au nez les portes de l'école le jour de la rentrée des classes.

Par exemple, à Abidjan, capitale de la Côte d'Ivoire, chaque année, le jour de la rentrée des classes, le directeur de l'école est obligé de faire appel aux gardes-cercle armés de chicottes pour empêcher les enfants — trop nombreux — d'envahir les classes — trop petites.

Sous le prétexte idiot d'enseigner l'agriculture à des enfants d'agriculteurs, les classes ont lieu le matin, et l'après-midi, les enfants sont conduits au jardin de l'école où l'instituteur européen, aidé d'instituteurs indigènes, leur apprend des cultures que lui-même ne connaît pas. Tous les parents indigènes ont protesté en vain. Ils ont d'autant plus protesté que, dans tous ces jardins scolaires, on cultive surtout des légumes pour les fonctionnaires, et que les indigènes se moquent royalement de la façon dont on doit faire pousser les choux ou les carottes, qu'ils ne mangent pas et n'aiment pas.

On a créé des écoles d'apprentissage afin d'enseigner aux jeunes Noirs des métiers utiles, mais dans un pays de quatre millions d'habitants, et pour un territoire plus grand que la France, il existe exactement *deux* écoles de ce genre.

La médecine

Pour la santé des Noirs qu'a-t-on fait ?

A peine ce que l'on ne pouvait pas s'éviter de faire.

Les médecins manquent; les médicaments manquent dans tous les dispensaires. D'hôpitaux, il n'y a en a pas. Dans les villages, les enfants crèvent comme des mouches parce que ces villages ne sont jamais visités par des docteurs. Non pas par la faute de ces derniers, mais parce qu'ils sont trop peu nombreux.

Un corps de médecins indigènes dits médecins auxiliaires existe. Ce sont des hommes admirables de dévouement, mais ils n'ont pas de voitures pour se déplacer et manquent toujours des médicaments essentiels. Parmi eux il existe des hommes très intelligents que l'on devrait envoyer en France pour y compléter leurs études, afin qu'ils se trouvent à la colonie sur un pied d'égalité avec les médecins européens qu'ils remplacent en maintes circonstances. Or, fort souvent, pour ne pas dire toujours, ils sont traités avec un profond dédain par les chefs de poste ou les administrateurs dont cependant un jour ils seront appelés à sauver la vie. S'il est un homme utile à la colonie c'est bien celui qui sauve des vies humaines, non celui dont le seul travail est de faire des papiers et de faire payer les impôts, c'est pourtant ce dernier qui a tous les profits et tous les honneurs.

Une idée merveilleuse qui se transforme en escroquerie

Dans le but de venir en aide aux paysans indigènes on créa les sociétés de prévoyance. L'idée était merveilleuse, et l'on peut affirmer sans aucune hésitation que, si elles avaient été organisées et dirigées ainsi que son créateur l'avait prévu, les sociétés de prévoyance auraient pu rendre les plus grands services aux indigènes. Mais Messieurs les Administrateurs coloniaux veillaient, et de ces véritables sociétés de secours mutuels qu'elles auraient pu être, ils ont fait une véritable escroquerie.

Pour la société de prévoyance l'indigène verse un véritable impôt, dont l'argent reste entre les mains du Commandant de Cercle et est employé à tout, sauf pour le profit des indigènes.

La Société de prévoyance a bien à sa tête un Conseil d'administration, mais ce Conseil est composé d'indigènes *choisis par l'Administrateur* (indigènes ne sachant généralement ni lire ni écrire) auxquels, chaque année, le Commandant de Cercle fait signer une sorte de compte de gestion. Les indigènes signent d'une croix, et ainsi Monsieur l'Administrateur a pu faire ce qu'il a voulu de l'argent, il est couvert; le tour est joué et l'indigène volé, une fois de plus.

Si à un indigène l'on demande : « Qu'est-ce que la Société de prévoyance ? » il répond invariablement : « Ça c'est l'argent pour le Commandant ».

Le Conseil supérieur

A part le Sénégal, toutes les colonies de l'A.O.F. n'ont pas de représentants au Parlement; et l'on

se demande pourquoi elles ont un délégué au Conseil supérieur des Colonies. Nul ne sait en France en quoi consiste exactement ce fameux Conseil, cependant cela permet de faire croire aux personnes qui s'intéressent quelque peu au sort des Noirs que ceux-ci sont vraiment représentés en France, grâce à ce fameux Conseil supérieur des Colonies. Cela est absolument faux car : Ne prennent part à l'élection du délégué que les seuls citoyens français, c'est-à-dire que, pour un pays d'environ quatre millions d'habitants comme la Côte d'Ivoire, le délégué est élu par environ quinze cents Européens et deux cents Sénégalais, auxquels il faut tout juste ajouter une trentaine à peine d'originaires du pays, que l'on a fait citoyens pour que l'on ne puisse pas dire qu'il n'en existe aucun.

Ce sont donc les Européens qui envoient un délégué au Conseil supérieur des Colonies, et ce sont par conséquent eux seuls qui sont représentés en France; or tout le monde sait que les intérêts des indigènes et ceux des Européens sont, dans tous les cas ou presque, diamétralement opposés.

La Justice

Au point de vue de la justice, la conduite de la France à l'égard des Noirs est encore plus ignoble. Ces malhereux sont soumis à ce que l'on nomme le régime de l'indigénat, régime qui permet à un Administrateur d'infliger des amendes ou des journées de prison sans aucun jugement de par sa seule volonté et parce que tel est son bon plaisir. En outre il existe une parodie de justice que l'on nomme justice indigène, et qui se trouve elle aussi entre les mains de l'Administrateur. Ce sont les tribunaux dits du premier degré. Devant ces soi-disant tribunaux l'Administrateur accuse, instruit, juge et condamne, cela sans que le malheureux indigène poursuivi ait le droit de se faire assister d'un défenseur quelconque.

On nous dira peut-être que le fonctionnaire européen qui préside le tribunal ne juge pas seul. Cela est exact, mais dénote justement l'hypocrisie de l'Administration. Au fonctionnaire européen elle a adjoint des juges indigènes. Ces juges indigènes, ou, pour être plus exact, ces messieurs sont choisis et nommés par l'Administration, en conséquence ils se garderont bien de juger autrement que le désire le président européen, d'autant plus que, relevant eux-mêmes du Code de l'indigénat, il pourrait leur en cuire s'ils agissaient autrement.

Condamné, l'indigène peut se pourvoir en appel devant le tribunal colonial d'appel, mais pour cela il faut qu'il en connaisse l'existence, or il n'y a guère que les lettrés qui la connaissent. Dans le cas où il veut faire appel il faut que le condamné obtienne une copie de son jugement. Cette copie est très difficilement obtenue et il n'est pas un seul président de Tribunal du premier degré qui délivre toutes les copies qui lui sont demandées. N'oublions pas que ces malheureux n'ont pas le droit d'avoir un avocat. Les plaintes à ce sujet qui sont envoyées au ministère des Colonies sont si nombreuses que le ministre a donné par câble des ordres impératifs pour que soient délivrées toutes les copies de jugements demandés aux Administrateurs. Ces ordres ont été donnés à trois reprises (en moins de six mois, pour la seule Côte d'Ivoire) mais n'ont jamais été exécutés.

A noter que la sévérité des peines encourues par les indigènes correspond trop souvent à des besoins de l'Administration pour des travaux d'utilité publique (routes, plantations d'arbres, etc...), ou aux besoins personnels des fonctionnaires, qui ont toujours des prisonniers en qualité de boys, cuisiniers, blanchisseurs, jardiniers, gardiens de basse-cour, etc..., ce qui est très avantageux pour ces messieurs car ils sont ainsi servis gratuitement.

Il ne faudrait pas croire que si la justice indigène est une honte, l'autre justice, celle des tribunaux européens, soit plus propre. La réputation de ses membres, à de très rares exceptions, n'est plus à faire. Chez eux la concussion règne en maîtresse.

L'impôt

Les impôts sont établis d'une façon honteuse. Un manœuvre, qui gagne environ six francs par jour, paye le même impôt qu'un commis gagnant vingt, trente ou quarante francs. L'impôt est fixé par village; c'est le chef de village qui le collecte et le verse entre les mains de l'Administrateur. Aussi la place de chef de village officiel est-elle une place très recherchée car ce chef, nommé par l'Administrateur, est l'auxiliaire et le protégé de ce dernier, ce qui lui permet de commettre toutes sortes d'abus et de vols. La tentative de perception de l'impôt par famille n'est pas une solution, à mon avis, car la famille n'est pas du tout ce qu'est la famille chez nous.

L'impôt dans des pays comme la Côte d'Ivoire, devrait être et pourrait être nominatif. Les recensements faits, chaque année, dans les villages n'auraient qu'à être faits d'une façon convenable; s'ils l'étaient, depuis que des recensements sont faits, il est impossible que tous les indigènes ne puissent pas être connus.

Comment on recrute la main-d'œuvre

Le travail forcé a, à peu près entièrement, disparu dans les entreprises privées, car l'Administration a cessé dans la majeure partie des cas de se transformer en agent recruteur. Mais, en fait, rien, ou presque, n'est changé. L'employeur qui a besoin de main-d'œuvre se rend dans une région où celle-ci se trouve en excédent. Là il rend visite au Commandant de cercle, ensuite au chef de subdivision, et leur fait part de ses besoins. Il a eu soin, en quittant la basse Côte, de se munir de caisses de vivres bien et confortablement remplies; plus de nombreuses bouteilles de Champagne et de whisky accompagnées d'un choix très varié d'apéritifs. D'ailleurs, au départ, tout employeur se renseigne sur les goûts des fonctionnaires qui dirigent les régions où il compte se rendre, sans oublier les goûts de leurs femmes s'ils sont mariés. Il fut un temps, pas très lointain, où la coutume voulait que l'on remette une enveloppe bien garnie aux fonctionnaires; ceci devient de plus en plus rare. Une fois l'employeur rendu sur place, l'Administrateur ne donne plus, comme autrefois, l'ordre aux chefs de villages de donner tant d'hommes à Monsieur un tel. Non cela est défendu et nos Administrateurs sont gens réguliers. Ils se contentent donc de se montrer en compagnie de l'employeur, et, sans insister, le présentent à quelques chefs et fonctionnaires indigènes. Ceux-ci ne sont pas bêtes, ils comprennent et l'employeur a bien vite trouvé ses hommes.

Le cas arrive où l'Administrateur refuse de faire quoi que ce soit parce que, pour des raisons privées, il n'est pas en bons termes avec l'employeur; cependant, si ce dernier représente une puissante entreprise il serait dangereux de le contrecarrer, alors l'Administrateur se contente de fermer les yeux, et l'employeur n'a plus qu'à se rendre auprès des chefs de Cantons et de Villages, leur faire distribuer des cadeaux (boissons alcooliques, argent, pagnes, etc...), et ces élus de l'Administration lui fournissent alors tout ce qu'il veut.

Reste l'employeur qui est mal vu de toute l'Administration; c'est en général un particulier qui

travaille à son compte, sans protections ni influence. Pour celui-ci, dès que son arrivée est connue dans le Cercle, l'Administrateur fait dire aux chefs qu'il leur interdit de donner des hommes, et le tour est joué; le pauvre bougre, qui avait cru que les Noirs étaient libres de travailler pour qui et où bon leur semblait, se rend compte qu'il a fait fausse route et que la colonie est réservée à l'Administration et aux grosses sociétés. Il n'y a pas place pour les travailleurs mais seulement pour les exploiteurs.

Les exploitants européens ne sont pas les seuls à utiliser de la main-d'œuvre recrutée; les exploitants indigènes se trouvent dans la même situation que les petits exploitants européens et peuvent, à cet égard, leur être comparés.

Mais pourquoi un employeur est-il obligé de se déplacer pour se procurer des hommes? Parce que l'Administration interdit aux indigènes de se déplacer d'un cercle à un autre, même si dans le cercle où ils résident ils crèvent de faim.

Le travail forcé et... l'enrôlement forcé

Pour les travaux administratifs le travail forcé existe toujours, tel qu'il a toujours existé. On voit toujours sur les routes des femmes enceintes, des enfants de cinq ans à peine, des vieillards cassés en deux, travailler sous la surveillance de gardes-cercle armés de chicottes.

Depuis que dans certains cercles le rachat des prestations est autorisé, et même obligatoire, les Administrateurs, au lieu d'employer tout l'argent du rachat des prestations à payer des manœuvres pour travailler sur les routes, ne se gênent pas pour obliger les gens à aller travailler par force. Lorsqu'ils ne peuvent pas agir ainsi, ils se contentent de ne plus entretenir les routes. Mais alors, me dira-t-on, où passe l'argent? La chose serait facile à découvrir si l'on voulait se donner la peine de vérifier les comptes en banque et les expéditions d'argent de ces messieurs.

Sur les exploitations privées européennes, les femmes ne travaillent pas; elles vont chercher le bois pour cuire les aliments, font la cuisine des hommes et assurent la propreté des campements; sur les plantations de café cependant il arrive que des femmes demandent à travailler à la cueillette, au moment de la récolte.

L'Administration représentée par l'Inspection du travail peut, à n'importe quel moment, se rendre sur les lieux de travail pour visiter les campements, interroger les hommes, en un mot surveiller leur bien-être. Le malheur est que personne ne peut surveiller ce qui se passe sur les chantiers administratifs, et l'on est obligé de constater que l'Administration est le seul employeur faisant travailler des femmes, des enfants très jeunes et des vieillards.

Pour le recrutement militaire l'Administration fait appeler les chefs de villages et à chacun indique le nombre d'hommes qu'il devra fournir.

Dans les villages des rafles sont organisées, ainsi que sur certaines routes, ceci, de préférence, les jours de marché. Les hommes ramassés sont encadrés, et ceux trouvés bons par les médecins militaires sont enrégimentés. Il arrive assez souvent que des hommes qui ont déjà été tirailleurs sont repris à nouveau; il en est d'autres qui ont seize ans, certains trente et plus; l'état civil n'existant pas, tout se passe au petit bonheur.

Comment sont payés les salaires

La solde d'un manœuvre, sur les plantations, est de trois à quatre francs par jour, plus la nourriture; je parle là des manœuvres recrutés. La nourriture se compose de huit cents grammes de riz, plus de la viande ou du poisson fumé, plus de l'huile et du sel. La solde est versée mensuellement, mais seule la moitié est remise aux intéressés, le restant est versé sous forme de timbres spéciaux sur un carnet dit « carnet de pécule »; lorsque, au bout de six mois ou un an, le manœuvre est rapatrié dans son village, les carnets de pécule sont déposés entre les mains de l'Administrateur qui en verse le montant à l'indigène.

Cette économie forcée a, comme toutes choses, son bon et son mauvais côté. Son bon côté en ce sens que le manœuvre qui a quitté son village et sa famille durant six mois ou un an ne retournera pas chez lui les mains vides. Mais où la chose est mauvaise c'est qu'il se trouve de ce fait obligé de retourner chez lui, même si cela ne lui convient pas, et que, d'un autre côté, l'argent passant entre les mains de l'Administrateur, si quelqu'un de la famille du pauvre bougre se trouve, au moment de son retour, n'avoir pas payé ses impôts, notre Administrateur ne manque pas d'en retenir le montant sur le pécule. De son côté le chef de village et le chef de la famille à laquelle appartient le recruté ne manquent pas de prélever leur part. En fin de compte, du petit pécule qu'il a gagné le malheureux ne touche rien.

Tous protestent contre cet état de choses, et voudraient toucher leur argent où il leur plaît, mais l'Administration s'y oppose, car dit-elle trop nombreux seraient ceux qui ne retourneraient pas chez eux. En cela ils auraient raison, car retourner chez eux c'est pour beaucoup retourner dans la cour de leur maître et redevenir son esclave (« captif »). Car tous les hommes fournis par les chefs, soit aux exploitants européens, soit à l'Administration, soit à l'armée, sont généralement des descendants de captifs, captifs eux-mêmes.

En dehors de cette main-d'œuvre recrutée il existe ce que l'on nomme la main-d'œuvre volontaire. Celle-ci est en général mieux payée, et touche de cinq à six francs par jour (en brousse), plus la nourriture. En ville, on touche jusqu'à huit et dix francs, mais sans nourriture. A la fin du mois on perçoit intégralement sa solde.

La dernière-née des formes d'exploitation

Ne pouvant plus faire travailler l'indigène gratuitement et par force puisque l'Administration se réserve ce triste privilège, les grosses sociétés ont trouvé, pour l'exploiter, une façon encore plus simple et je dirais même moins coûteuse.

A la demande des grosses sociétés, l'Administration a obligé les indigènes à faire des cultures industrielles (plantation de cacao, de café, de palmiers à huile, d'arachides, de coton etc...). Mais elle n'a rien fait, au contraire, pour que les produits de ces cultures rapportent aux Noirs ce qu'elles devraient leur rapporter. Elle a laissé, en violation de toutes les lois, se créer entre les sociétés qui achètent les produits des ententes dénommées *Pools*, qui permettent aux acheteurs de ne pas suivre les mouvements de hausse des marchés européens ou américains. Le Pool, en obligeant les acheteurs à payer tous le même prix pour une même produit, supprime toute concurrence et le producteur indigène se trouve ainsi volé.

L'Administration est, bien entendu, au courant de ces ententes mais elle ne fait rien absolument rien pour les empêcher; au contraire. En Côte d'Ivoire par exemple, nous avons vu les indigènes absolument décidés à résister, en se refusant à vendre leurs produits; chaque fois, l'Administration est intervenue et leur a donné l'ordre formel

de vendre, favorisant de la sorte l'exploitation du travailleur noir par les grosses sociétés dont elle se fait la complice.

⁂

Les grosses sociétés exploitent l'indigène, ceci est indiscutable, mais elles ne l'exploitent et ne peuvent l'exploiter qu'avec l'aide de l'Administration. Du jour où cette dernière voudra, toute exploitation de l'indigène cessera immédiatement, mais ce jour est, à mon avis, encore lointain si un bouleversement total de l'Administration coloniale n'intervient pas.

Ce bouleversement, aucun gouvernement n'osera l'entreprendre. Seuls les indigènes pourront parvenir à l'imposer.

Dans tous les rapports de socialistes coloniaux qui sont passés entre mes mains, j'ai dû constater que toujours il ressortait un souci de protéger, d'épargner l'Administration et une certaine crainte de faire entrer des indigènes dans les groupes et de se mélanger à eux.

Or le grand ennemi de l'indigène étant l'Administration c'est surtout contre elle que nous devons l'aider à se dresser et au besoin à se révolter.

Lorsqu'il aura balayé ladite Administration tous ceux qui l'exploitent disparaitront automatiquement.

Une chose à noter et à ne jamais perdre de vue est le goût très prononcé des indigènes pour la lecture et le grand désir qu'ils ont de s'instruire. Il faut envoyer aux colonies des journaux, des tracts, des livres. Le moindre imprimé n'est jamais perdu. Il est lu non seulement par celui qui le reçoit mais encore par tous ses amis. Non seulement un imprimé est lu mais encore il est commenté et il est plus que fréquent de voir plusieurs indigènes réunis pour écouter une lecture mais ensuite en discuter et cela d'une façon souvent beaucoup plus sensée que certains voudraient le faire croire.

Jacques VILLERS.

En plein arbitraire administratif

L'élection au siège de conseiller général dans la première circonscription d'Alger de Douar Mohammed, candidat du P.P.A., élection dont nous avons rendu compte dans la *R. P.* du 10 mai, a été annulée par le Conseil de préfecture d'Alger dans sa séance du 3 juin.

A sa place, a été proclamé élu le candidat de l'Administration, le sieur Si Ali Mebareck Zerrouk Mahieddine.

Les moyens invoqués sont les suivants :

1°) Le mandat de conseiller général est incompatible avec une fonction subventionnée sur les fonds départementaux. Or, Douar Mohammed est receveur aux C.F.R.A., réseau départemental;

2°) La candidature de Douar a un caractère illégal parce qu'il se réclame d'un parti qui n'est que la reconstitution d'une ligue dissoute;

3°) Les opérations de vote ont été entachées d'irrégularités et manœuvres contraires à la loi.

Ces arguments sont d'une hypocrisie sans pareille :

Les C.F.R.A. sont constitués sous forme de société anonyme par actions, c'est donc une société privée. Si le département subventionne cette société, malgré le monopole dont elle jouit et dont elle abuse, c'est un scandale dont les contribuables devraient s'occuper; mais les employés des C.F.R.A. n'en sont pas moins des salariés d'une société privée. Empêcher que les travailleurs comme les receveurs des C.F.R.A. puissent être conseillers généraux, c'est proclamer officiellement que seuls les richards indigènes, plus ou moins à la solde de l'Administration, auront le droit de représenter les indigènes.

Si l'Etoile Nord-Africaine a été dissoute, il n'en est pas de même du P.P.A. qui est un parti, régulièrement constitué.

Enfin, en ce qui concerne les irrégularités et les manœuvres contraires à la loi, M. Zerrouk Mahieddine, candidat de l'Administration, aurait dû avoir la pudeur de ne pas insister sur ce point.

Si même ces mauvais arguments avaient eu quelque valeur, le Conseil de préfecture ne pouvait qu'annuler les élections et renvoyer les candidats devant leurs électeurs. Il était trop certain du résultat, pour se permettre de respecter les volontés du collège électoral.

Nous n'en somme pas encore au candidat unique, présenté par le gouvernement, système pratiqué par les Etats totalitaires de toutes couleurs; mais, après avoir laissé les électeurs exprimer leur opinion plus ou moins librement, on méprise leurs décisions et l'élu se trouve désigné par un acte d'arbitraire administratif.

Encouragé par le succès de Douar, le P.P.A. a mis sur pied le journal qu'il projetait de publier depuis un certain temps. Le P.P.A. a maintenant un organe, bimensuel, qu'il a intitulé « Le Parlement Algérien » pour affirmer ses buts d'autonomie et son souci de démocratie.

Dans son premier numéro, « Le Parlement Algérien » remercie les amis des bons et des mauvais jours. Nous sommes heureux de constater que la *R. P.* figure en bonne place parmi eux.

Dans son deuxième numéro, ce journal dénonce les brimades et les vexations qu'infligent les représentants de l'autorité dans les douars, maires et caïds, aux indigènes soupçonnés d'avoir voté pour le P.P.A. On va jusqu'à refuser à ceux d'ente eux, qui sont indigents, les secours en grains qu'avait rendus obligatoires l'affreux état de paupérisme, auquel sont réduites ces populations musulmanes.

Oh! Démocratie, que d'actes arbitraires et de violences sont commis sous ton nom!

La nouvelle provocation, dont vient d'être victime le P.P.A. va stimuler, encore plus, l'ardeur de ses militants; le journal dont dispose ce parti va lui permettre d'accentuer la lutte contre toutes les injustices dont souffrent les indigènes.

Dirigeants, qui vous croyez habiles, ne finirez-vous pas par comprendre que la seule méthode pour s'attacher les musulmans consiste à agir à leur égard simplement en humains et en véritables démocrates?

Jean LEUNOIS.

ENTRE NOUS

La vérité sur "l'Empire"

C'est au moment où « ça ne va pas » qu'il faut faire le plus grand effort. On ne remonte pas un courant de lassitude et d'écœurement en le déplorant; on doit y faire face par un redoublement d'activité.

C'est du moins ce qui a semblé à la *R. P.*

Et c'est pourquoi nous allons éditer une nouvelle brochure : la troisième de notre collection.

Tout, naturellement, dans notre « République », est à l'« Empire ». Jamais les efforts des Comités de requins coloniaux, pour intéresser la population métropolitaine à la défense de leurs intérêts, n'avaient rencontré un tel succès. L'« Empire » est à la mode; la « défense de l'Empire » a remplacé celle de la patrie, sans même qu'on semble s'apercevoir de l'antinomie des deux conceptions.

L'« Empire » c'est le butin, l'« Empire » c'est le fruit de la conquête; et de quelle conquête! Une conquête qui compte parmi les plus féroces et les plus barbares que l'histoire ait enregistrées.

Cette férocité et cette barbarie, bien entendu, on les tait. Toute la presse, toute la littérature patriotique, guerrière et impériale a fait, de tous temps, le silence sur la façon dont s'est opérée la conquête des colonies françaises.

Eh bien! il faut rompre le silence!

Il faut que les Français sachent ce qu'a été la conquête de « leur Empire ». C'est, à tout le moins, une salutaire leçon de modestie, et, un excellent débourrage de crânes.

C'est pourquoi nous allons sortir *incessamment* — avant le 1er juillet — une brochure d'une quarantaine de pages sur

Comment furent conquises les colonies françaises

D'excellents articles avaient été publiés sur ce sujet par « Juin 36 »; d'accord avec les camarades du P.S.O.P. nous avons repris ces articles pour en former le corps de la brochure; d'autres y ont été ajoutés.

On aura ainsi une brochure d'un prix modique (qui n'a pu encore être fixé mais qui ne sera pas supérieur à 2 francs), d'un format commode, et *illustré*, avec laquelle on pourra facilement atteindre *ceux qui ne savent pas*.

Nous comptons sur tous nos lecteurs, propagandistes de la vérité, pour, non seulement se procurer et lire notre brochure, mais la diffuser au maximum.

Dès la quinzaine prochaine nous donnerons les conditions auxquelles nous pourrons la céder par quantités.

Il faut que ce soit un succès comparable à notre brochure d'Yvon; il faut qu'elle s'écoule, elle aussi, par dizaines de milliers d'exemplaires, car, dans un cas comme dans l'autre, il est indispensable d'établir, contre la légende, LA VÉRITÉ.

L'EFFORT DE NOS AMIS NE SE RALENTIRA PAS !

Les souscriptions que nous avons reçues en réponse à notre appel du début de mai furent tellement nombreuses que nous avons dû, la dernière quinzaine, laisser sur le marbre une partie de l'« Entre Nous », et, notamment, les versements de nos abonnés de soutien. Nous les publions en tête cette quinzaine :

Versé en avril :

M. D. (Loire)	100.—
L. (Vienne)	150.—
L. T. (Seine)	100.—

Et en mai :

Bureau	100.—
Raguier	100.—
Chambelland	40.—
Delsol	50.—
Finidori	50.—
Hagnauer	50.—
Charbit	100.—
Cassiès	25.—
Bory	100.—
Sandillon	100.—

Voici, maintenant, pour nous mettre à jour, le complément des souscriptions reçues en mai :

Philippon (Seine)	10.—
Brunher (Aube)	10.—
Estève (Gard)	10.—
Vieilly (Maroc)	25.—
Houpeau (Seine-et-Oise)	10.—
Cantegril, Felce, Giauffret	50.—
Chardy (Seine)	25.—
Juin (Paris)	10.—
Fraisse (Ardèche)	25.—
Gauzy (Gard)	10.—
Maysonnave (Gironde)	10.—
Total	195.—

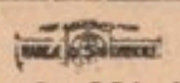
Ces cent quatre-vingt-quinze francs s'ajoutent à la première liste (2.189 fr. 20) et forment ainsi le total éminemment respectable de 2.384 fr. 20 de versements supplémentaires pour le seul mois de mai. Nos amis ne sauront jamais combien nous leur sommes reconnaissants de la confiance qu'ils nous témoignent et dont nous sommes fiers. Grâce à leur effort, notre inquiétude pour l'immédiat a diminué. Disons, cependant, qu'elle n'a pas disparu, puisque la période habituelle de « creux » commence seulement, et précisons que nous continuons, par conséquent, à avoir besoin de la souscription supplémentaire de ceux qui n'ont encore pas répondu. Allons! les amis, pour la « R. P. » une obole!

Ce n'est d'ailleurs pas pour décourager qui que ce soit que nous ajouterons tout aussitôt qu'une souscription extraordinaire aussi brillante soit-elle ne constitue en réalité qu'un expédient, très utile c'est entendu, mais expédient tout de même, et que l'effort de recrutement de nouveaux abonnés serait au moins aussi profitable pour la vie et l'avenir de la revue. Si cet effort avait l'ampleur que nous souhaitons depuis si longtemps, nous ne serions pas obligés, c'est certain, de tendre périodiquement la main. Or, en mai, le nombre des abonnés nouveaux fut loin de nous donner satisfaction. Neuf en tout, dont voici le détail :

Paris	1
Seine	1
Aisne	1
Bouches-du-Rhône	1
Gironde	1
Loire	1
Puy-du-Dôme	1
Basses-Pyrénées	1
Belgique	1

Reconnaissons que ce n'est pas très brillant. A cette cadence-là, nous ne progressons pas, il s'en faut. Aussi devons-nous, avant tout, rechercher ensemble le moyen d'augmenter la récolte, faute de quoi l'existence de la « R. P. » demeurera précaire.

Le gérant : M. CHAMBELLAND



Imp. S.N.I.E., 32, rue de Ménilmontant, Paris (20e)

Le fondement de la théorie classique
et marxiste de l'économie politique

est que

la valeur

est déterminée par

le travail

Que faut-il entendre exactement par travail ?
Les économistes classiques ne l'ont pas dit, et leurs critiques modernes en ont profité pour donner du travail des définitions absurdes qu'il leur était facile de réfuter.

Les progrès de la science permettent de donner aujourd'hui un sens très précis à la notion de

travail

C'est entre autres, ce que vous verrez dans

L'Economie Capitaliste

(Nouvelle édition)

par R. LOUZON

Prix : 15 francs franco

« REVOLUTION PROLETARIENNE », 54, rue du Château-d'Eau.
Adresser les commandes et leur montant à notre C. C. P. :
Compte N° 734.99. Paris.

S. I. A.

ORGANE DE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE ANTIFASCISTE

recommence à reparaître tous les jeudis

SUR GRAND FORMAT

La ténacité a vaincu :

le "brûlot" redevient journal

Cependant, pendant quelque temps encore

S. I. A.

ne sera pas mis en vente dans les kiosques.

Donc, Abonnez-vous !

6 mois 13 francs; un an 25 francs.

Chèque postal : Faucier, 26, rue de Crussol, Paris 596-03

Collaborent :

Henri Jeanson, Georges Pioch, Jules Rivet, Emilienne Durruti, Marceau Pivert, Marcelle Capy, R. Louzon, M. Chambelland